



## **L'UNSA reçue par le Ministre de la Fonction Publique**

Une délégation de l'UNSA Fonction Publique a été reçue par le Ministre de la Fonction Publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique le jeudi 3 octobre.

L'UNSA Fonction Publique souhaite la reprise d'un dialogue social de qualité.

L'UNSA Fonction Publique a rappelé ses priorités liées aux urgences formulées par les agents publics, en premier lieu leur pouvoir d'achat. La question salariale nécessite d'être traitée tant au niveau des rémunérations qu'au niveau des carrières. L'UNSA a rappelé qu'elle souhaitait qu'une véritable négociation salariale soit ouverte.

Elle a exigé l'abandon du projet de loi fonction publique.

La poursuite de la mise en œuvre des accords signés et notamment ceux sur la protection sociale est impérative. Les agents doivent avoir des réponses claires tant sur leur nouveau contrat de protection en santé que sur celui de leur prévoyance. Tous les agents quel que soit leur versant doivent pouvoir bénéficier d'une protection sociale de qualité dont une partie est prise en charge par leur employeur. Elle préconise notamment des avancées rapides sur le versant hospitalier.

L'UNSA Fonction Publique a également abordé la question de la qualité de vie et des conditions de travail. Elle a demandé que la question du logement pour les agents des trois versants puisse avancer. Elle a insisté sur la protection des agents dans leurs fonctions. La prévention des violences internes et externes doit devenir effective.

Elle s'est opposée à la mise en place de nouveaux jours de carences et a dénoncé la proposition de la Cour des Comptes de supprimer 100 000 postes dans la fonction publique territoriale.

L'UNSA Fonction Publique attend maintenant un nouvel agenda social et sera extrêmement attentive au contenu du budget 2025.

*Bagnolet, le 3 octobre 2024*

*Luc Farré*

*Secrétaire Général de l'UNSA Fonction Publique*